

PAYS DE LORIENT QUIMPERLÉ

BARO

GRAPHE

SUIVEZ-NOUS



www.audelor.com

Croissance

Bretagne
2020 : - 9 %

Emploi

Pays de Lorient-Quimperlé
2020 : + 0,3%

Embauches

Pays de Lorient-Quimperlé
2020 : - 25 %

Chômage

Zone d'emploi
2020 : + 71 %

SOMMAIRE

Tourisme

Bilan 2019

2

Avant la crise de 2020, la destination touristique Lorient-Quimperlé démontre son attractivité.

Énergie

Consommations

4

Un outil basé sur des données ouvertes permet de suivre l'évolution des consommations d'énergie.

Foncier

Étalement urbain

6

La consommation d'espace se poursuit, mais la période 2016-2019 confirme un net ralentissement.

Territoire

Zonages d'étude

18

Les nouveaux périmètres des deux aires d'attraction et des deux zones d'emploi du pays de Lorient.

Bretagne

Impacts Covid-19

21

À partir des chiffres du 1^{er} semestre 2020, les impacts de la crise sur les territoires bretons.

» Actualité des entreprises page 12

» Conjoncture page 14



L'année 2020 n'aura pas été une année comme les autres, marquée par de nombreuses ruptures dont on ne saurait dire si elles sont structurelles ou conjoncturelles. Ces ruptures interrogent les territoires et leurs projets, la manière dont ils imaginent leur développement, l'accompagnement de leurs habitants et de leur tissu économique pour les années à venir.

Le choc économique a impacté différemment les secteurs d'activités. La diversité de notre tissu local est à ce titre un atout permettant d'amortir les effets de la crise sur l'emploi. La crise sanitaire a aussi révélé des attentes sur "le monde d'après". Les Français vont-ils souhaiter et pouvoir quitter les métropoles ? Les migrations résidentielles vers les villes moyennes et les territoires ruraux vont-elles s'accroître ? Les prix immobiliers et la tension de ce marché seront-ils en hausse ? Il est encore trop tôt pour y répondre. L'analyse des transactions immobilières et des évolutions démographiques des 3 prochaines années nous éclaireront sur ces questions. Les villes moyennes et leurs "aires d'attraction" démontrent leurs atouts en matière d'attractivité résidentielle : moins denses que les métropoles, disposant d'espaces naturels accessibles et d'une offre de services importante. Encore faudra-t-il résoudre les questions d'aménagement durable liées à l'accueil de la population, à la réduction de l'artificialisation des espaces, à la disponibilité et à la consommation locales d'énergie, à l'offre de services au public. Dans ce domaine, la crise a révélé la fragilité de certains publics également touchés par la fracture numérique quant à l'accès pour tous aux services.

Si les outils d'observation ont parfois le défaut de n'être que rétrospectifs, ils permettent d'expliquer les phénomènes à l'œuvre et d'anticiper les mesures à engager pour y faire face.

→ Territoire

Le point sur l'accessibilité des services au public

Dématérialisation, fermetures d'agences, restrictions des horaires, mutualisation des services... Le paysage des services au public a été bouleversé en quelques années. L'étude recense les points de contact physiques et leur répartition, ainsi que les efforts des collectivités pour maintenir un niveau de service satisfaisant et réduire les inégalités numériques.



» Enquête détaillée à découvrir P. 9

Barographe N°32

Février 2021

ISSN 1764-6693

Tirage : 2700 exemplaires

Directeur de la publication : Freddie Folliezou

Rédaction : AudéLor 02 97 12 06 40

Adaptation textes : eTrema 02 96 29 35 75

Design graphique : Alyzès 02 97 21 81 10

Impression : Concept Imprimerie

AUDÉLOR
OBSERVATION DU TERRITOIRE

PAYS DE LORIENT-QUIMPERLÉ

La destination Lorient-Quimperlé attire les touristes






➤ La 6^{ème} édition de l'observatoire du tourisme met en avant un bilan plutôt positif pour l'activité touristique en 2019. Par rapport à 2018, la fréquentation dans les hébergements est à la hausse et celle des équipements et événements enregistre des progressions supérieures à 5%. Cependant, très touchée par la crise sanitaire de 2020, l'activité touristique se trouve aujourd'hui particulièrement fragilisée.

+ d'infos

→ Communication n°141, juillet 2020, "Bilan touristique 2019" sur www.audelor.com / Publication & études et Chiffres clés 2019 de la destination touristique Lorient - Quimperlé.

Bilan 2019 : 16 indicateurs sur 19 en hausse

L'observatoire du tourisme, réalisé sur la destination Lorient-Quimperlé, établit chaque année un bilan de la fréquentation touristique par l'examen d'un faisceau d'indicateurs. L'évolution entre 2018 (qui était déjà une très bonne année) et 2019 est positive pour 16 des 19 indicateurs et 15 d'entre eux enregistrent même une progression supérieure à 5%.

	INDICATEURS	EFFECTIFS EN 2019	ÉVOLUTION 2018-2019
HÉBERGEMENTS 	Nuitées en campings	706 331	+3,9 %
	Nuitées à l'hôtel	417 301	Stable
	Nuits réservées en résidences de tourisme	151 663	+6,2 %
FLUX 	Passagers vers Groix	285 138	+5,1 %
	Croisiéristes	4327	+5,5 %
	Nuitées en ports de plaisance	39 576	-1,4 %
	Contacts en offices de tourisme	140 384	+5,1 %
ACTIVITÉS 	Entrées cumulées dans les 22 équipements majeurs	505 225	+6,2 %
	Visites guidées en ville (Lorient, Hennebont, Quimperlé)	9899	+6,5 %
	Visites cumulées sur le site de Lorient La Base (Cité de la Voile Éric Tabarly, Sous-marin Flore, Musée sous-marin, visites guidées)	219 630	+10,9%
	Activités nautiques gérées par la Sellor (chiffre d'affaires en €)	948 841	+6,8 %
	Maison de la Mer	1941	+5,7 %
ÉVÉNEMENTS 	Joueurs de passage dans les golfs	9303	+9,7 %
	Rencontres professionnelles Sellor	10 693	+21,3 %
	Rencontres professionnelles Segepex	273 002	+25,9 %
	Festival Interceltique de Lorient	800 000	+6,7 %
ÉCONOMIE 	Festival des Rias	60 000	-7,7 %
	Football Club de Lorient	169 395	+30,3 %
	Taxe de séjour	1 158 920	+25,9 %

Une fréquentation des campings à la hausse

L'année 2019 a été marquée par une progression de 4% des nuitées en hôtellerie de plein air, soit un rythme similaire à celui de la région. Avec 706 331 nuitées comptabilisées sur la saison, la destination Lorient-Quimperlé enregistre 6% des nuitées bretonnes. Les mois de juillet et août concentrent 72,5% des nuitées. Sur ces deux mois, les emplacements équipés avec mobil-home ou bungalow enregistrent des taux d'occupation d'en moyenne 83% alors que pour les emplacements nus, la moyenne est de 52%. Cette tendance confirme l'évolution des attentes des touristes en termes de confort et de niveau de service.

Avec 56 campings sur la destination, le parc d'hébergements en hôtellerie de plein air se caractérise par une offre plutôt étoilée : le haut de gamme (4 étoiles et plus) représente 27% des lits contre 30% pour la Bretagne. Ce taux atteint 31% pour le territoire de Quimperlé Communauté.

Lorient La Base, la nouvelle locomotive

Les équipements majeurs de la destination Lorient-Quimperlé accueillent plus de 500 000 visiteurs en 2019. Dans cette offre, avec près de 220 000 visiteurs, Lorient La Base est aujourd'hui le site le plus attractif de la destination. Ce site, qui rassemble la Cité de la Voile Éric Tabarly, le Sous-marin Flore, le Musée sous-marin et les visites guidées historiques, connaît une progression de 60,1% entre 2014 et 2019. Avec l'arrivée de la nouvelle salle de musiques actuelles "L'Hydrophone" en 2019, de la tyrolienne "Ty Roll" et de la salle événementielle K2 en 2020, l'offre de services se diversifie et Lorient La Base attire différents profils de touristes (professionnels, excursionnistes, familles et amis), qui peuvent y passer la journée complète.



La crise sanitaire : un bouleversement de grande ampleur

La crise sanitaire de 2020 a durement impacté le secteur du tourisme. Après un printemps catastrophique et un mois de juin plutôt décevant, la fréquentation touristique du cœur de saison a permis de rassurer les professionnels du tourisme.

Contrairement aux grandes destinations touristiques internationales, les territoires comme la destination Lorient-Quimperlé qui permettent des pratiques liées à la proximité du littoral et à la nature, ont connu dans ce contexte des situations plus favorables. À l'échelle de la Bretagne, les activités de plein air ont d'ailleurs été privilégiées. Très en recul, la fréquentation étrangère a pénalisé certains types d'hébergements (campings notamment). Les professionnels demeurent très inquiets, notamment en ce qui concerne l'événementiel (festivals et grands événements sportifs), la clientèle de groupes et le tourisme d'affaires.

LORIENT AGGLOMÉRATION

Un outil pour observer notre consommation énergétique



L'évaluation de notre consommation en énergie est indispensable pour établir le bilan énergétique de territoire et mesurer le chemin à parcourir vers une transition réussie. Celle-ci dépend à la fois du développement des énergies renouvelables et de la réduction des consommations (sobriété et efficacité). AudéLor a mis au point un modèle de calcul qui mesure les évolutions de cette consommation, à commencer par l'année 2018.

L'info

→ Le modèle de calcul proposé est basé sur l'open data. Ce sont des données ouvertes mises à disposition par les différents acteurs de l'énergie.

Un bilan à réactualiser régulièrement

Le bilan des consommations énergétiques sur le territoire dressé en 2015 avait été réalisé par un bureau d'études (Burgeap) dans le cadre de l'étude programmation énergétique pour le SCoT du pays de Lorient et de Lorient Agglomération. L'estimation provenait de l'outil Equitée, qui croisait différents indicateurs (statistiques socio-économiques de l'Insee, bases de données géographiques, référentiels métier spécialisés) pour réaliser des diagnostics territoriaux automatisés.

Mais aujourd'hui l'outil Equitée n'est plus mis à jour. L'observatoire territorial cherche à reconstituer le bilan des consommations énergétiques du territoire avec les données accessibles et sans passer par un outil dédié afin d'être autonome sur le suivi de cette consommation dans le temps.

Le parti pris : s'appuyer sur des données disponibles

Les données sur le gaz et l'électricité sont disponibles au niveau local sur plusieurs plateformes : open data GrDF, open data Enedis, open data des réseaux de transport d'énergie, RTE et GRT Gaz, plateforme des opérateurs d'énergie. L'ensemble de ces données est disponible par secteur d'activité et depuis 2018 à un niveau plus détaillé. Cela permet de distinguer les évolutions de consommations pour chaque secteur : résidentiel, tertiaire, industriel, agricole et même petit professionnel.

Les données sur la consommation et la production de bois sont disponibles sur le site de l'observatoire de l'environnement de Bretagne (OEB). Cette donnée est renseignée pour les chaufferies d'une part et la consommation des particuliers d'autre part.





Des calculs pour évaluer la part des produits pétroliers

Pour les produits pétroliers, nous ne disposons des données de consommation qu'à l'échelle départementale. En appliquant des ratios, ces données offrent la possibilité d'estimer la consommation de produits pétroliers pour le territoire. De même, les données du parc d'immatriculation des véhicules et celles de l'observatoire régional des transports de Bretagne permettent d'établir des ratios par type de produits Lorient Agglomération/Département. L'évaluation des consommations des produits pétroliers par usages et par types de produits est réalisée par calcul. Ainsi, les consommations de produits du secteur du transport s'appuient sur les données d'immatriculations des véhicules, celles du secteur résidentiel sur les données Insee relatives au fioul domestique, celles du secteur industriel sur les données relatives au fioul lourd. Ces consommations sont exprimées en tonnes, que l'on convertit ensuite en MWh grâce aux coefficients de conversion fixés par l'observatoire de l'énergie.

Sur l'ensemble des consommations de Lorient Agglomération, on obtient une consommation de produits pétroliers de 167 330 tonnes en 2018 soit 23% de la consommation totale du département, pour 27% de la population.

Le bilan territorial pour l'année 2018

Sur ces bases, il devient possible de construire un bilan territorial des consommations énergétiques par produit.

	2015	2018
 ÉLECTRICITÉ	1 111 090	1 080 561
 GAZ	955 131	982 241
 PRODUITS PÉTROLIERS	1 853 322	1 962 472
 BOIS ENRT	136 893	169 789
TOTAL	4 056 436	4 195 063

Consommations énergétiques par produits en 2018 (en Mwh) sur Lorient Agglomération

Source : Enedis, GRDF, SOeS, GRT gaz, OEB, RTE ; modélisation et traitements : Audélor, Octobre 2020.

Dans son plan climat air énergie territorial (PCAET), Lorient Agglomération s'est donné pour objectif une baisse de 17% des consommations entre 2015 et 2030 et de 41% à horizon 2050. Entre 2015 et 2018 la consommation énergétique a globalement augmenté de 3,4% (+6% pour les produits pétroliers). Le secteur résidentiel enregistre la plus forte baisse sur tous les produits énergétiques tout comme le secteur industriel.

Ainsi la consommation de gaz a diminué pour ces secteurs et certains produits pétroliers (fioul domestique et fioul lourd) baissent aussi, laissant présager une diminution des consommations énergétiques dans les années à venir. Mais pour atteindre les objectifs fixés il faudra baisser la consommation de gazole (70% des produits pétroliers) notamment dans le secteur des transports routiers.

CONSO 2018 EN GWH

4195

Lorient Agglomération a consommé 4 195 GWh en 2018, dont 47% issus de produits pétroliers

SCoT DU PAYS DE LORIENT

Le ralentissement de l'étalement urbain se confirme

➤ Un nouveau millésime des données de surfaces urbanisées vient d'être réalisé. Il permet de mesurer l'extension des espaces urbains du pays de Lorient (périmètre SCoT) sur une période de 20 ans entre 1999 et 2019. Ces données confirment que les politiques de réduction de la consommation d'espace portent leurs fruits : l'étalement urbain se poursuit, mais moins vite qu'auparavant.

+ d'infos

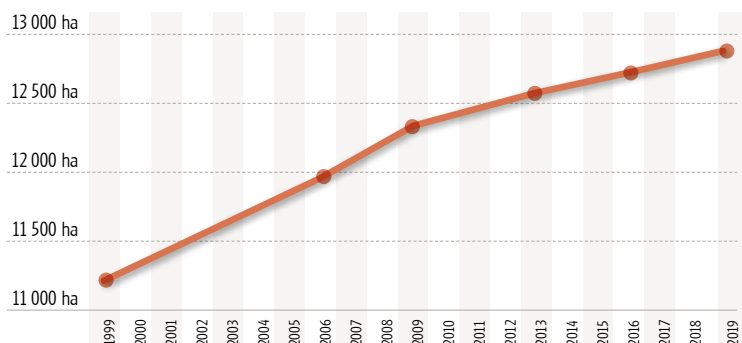
→ Communication n°147, "Évolution de l'urbanisation de 1999 à 2019" sur www.audelor.com / Publication & études.

Le rythme d'étalement urbain n'a jamais été aussi bas

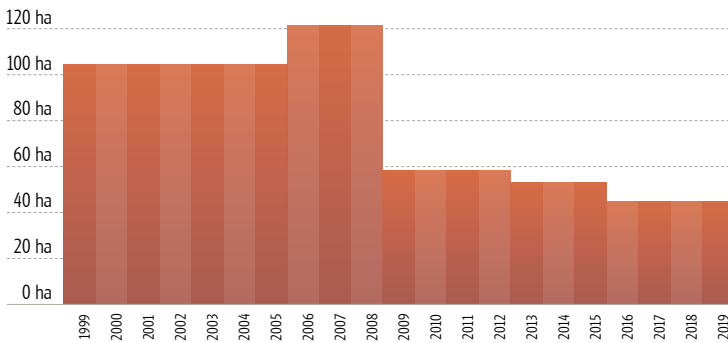
En 1999, l'espace urbanisé du pays de Lorient (périmètre SCoT) s'étend sur 11 212 ha. Jusqu'en 2006 sa croissance moyenne est de 108 ha par an. Ce rythme de croissance s'accélère entre 2006 et 2009 avec +123 ha d'urbanisation nouvelle chaque année. Ainsi, le territoire du SCoT du pays de Lorient totalise 12 340 ha d'espace urbain en 2009, soit +1128 ha en 10 ans. Cette année 2009 marque une rupture avec un net fléchissement de la croissance des espaces urbains. Au cours des 10 années suivantes, seulement 539 ha ont été consommés. Depuis, la nouvelle tendance se confirme à chaque nouveau millésime de données : 2013, 2016 et 2019. Entre 2009 et 2013 la croissance annuelle moyenne est de 59 ha, entre 2013 et 2016 elle est de 54 ha et sur la dernière période elle n'est plus que de 46 ha.

Surface urbanisée totale en ha

Sources : cadastre - ortophotos



Ainsi la surface urbaine totale du pays de Lorient représente 12 879 ha en 2019 soit 15% de la surface totale. Grâce à la réduction du rythme de consommation d'espace induite par les documents de planification urbaine près de 600 ha d'espaces agricoles et naturels ont été préservés.



Croissance urbaine annuelle en ha
Traitement : AudéLor

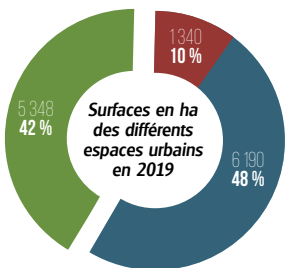
Trois types d'espaces urbains

L'observation du rythme de consommation d'espace entre 1999 et 2019 se base sur une méthodologie identique depuis la réalisation du premier millésime. Selon cette méthodologie, trois types d'espaces urbains sont observés.

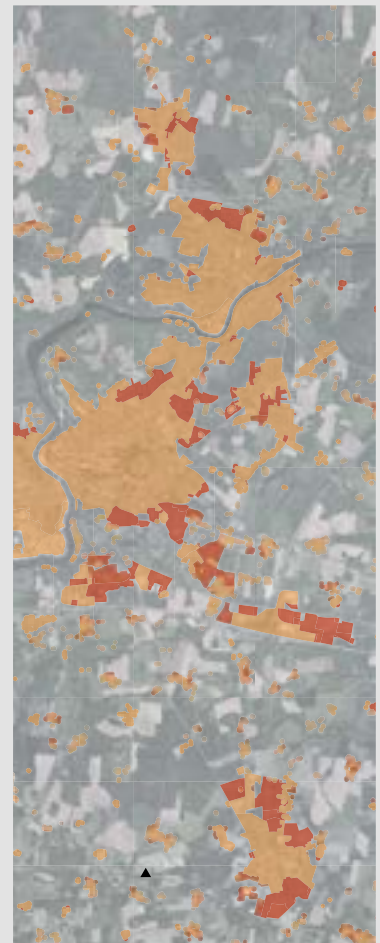
Les espaces dits hors centralités
ou espaces urbains diffus et déconnectés des principaux espaces urbains définis comme centralités dans le Schéma de Cohérence Territoriale. Ils représentent une surface de **5 348 ha soit 42%** de l'espace urbain total.

Les centralités urbaines dédiées aux activités économiques (principales zones d'activités périphériques) qui s'étendent sur **1 340 ha soit 10%** de l'espace urbain.

Les centralités urbaines à dominante habitat et activités compatibles avec l'habitat qui représentent en 2019, **6 190 ha soit 48%** de l'espace urbain total.



Les trois types d'espaces urbains autour de Gestel



CARTOGRAPHIE DYNAMIQUE

Les surfaces urbanisées depuis 1999 sur les secteurs d'Inzinzac-Lochrist, Hennebont Est et Kervignac

Source : AudéLor Juillet 2020

■ espace urbain de 1999

■ espace urbanisé entre 1999 et 2019



Des rythmes d'urbanisation différenciés

Chaque type d'espace urbain a son propre rythme de croissance. Celui des **centralités dédiées aux activités économiques** est davantage déterminé par la mise sur le marché de nouveaux sites ou de nouvelles zones. C'est le cas entre 2006 et 2009 pour les zones de Quéven, Hennebont et Kervignac qui se sont fortement développées. Sur cette courte période la croissance moyenne de ce type de centralité était de 19 ha par an, soit un taux de croissance annuel moyen de 1,6%, alors qu'il se situe autour des 0,8% sur les autres périodes antérieures à 2016 soit + 10 ha par an. Sur les trois dernières années étudiées (2016-2019), la croissance annuelle de ces centralités n'est que de 6,4 ha pour un taux de croissance annuel moyen inférieur à 0,5%.

Les centralités à dominante habitat ont un rythme de croissance qui s'est nettement ralenti à partir de 2009. Il était de 57 ha par an entre 1999 et 2006 et de 66 ha par an entre 2006 et 2009, ce qui représente des taux de croissance annuels moyens supérieurs à 1%. Entre 2009 et 2013 ce taux s'abaisse à 0,4% et avoisine les 0,35% sur les deux dernières périodes étudiées soit une croissance qui se situe entre 20 et 25 ha par an. Cette forte baisse depuis 2009 est due à des efforts de densification et de renouvellement urbain.

Les espaces urbains hors centralités connaissent aussi une baisse de leur rythme de croissance en passant de 41 à 17 ha par an entre la première et la dernière période étudiée. Ainsi le taux de croissance annuel moyen des espaces urbains situés hors des centralités qui était supérieur à 0,6% sur la période antérieure à 2006 est aujourd'hui inférieur à 0,3%.

PRÉSERVATION EN HA

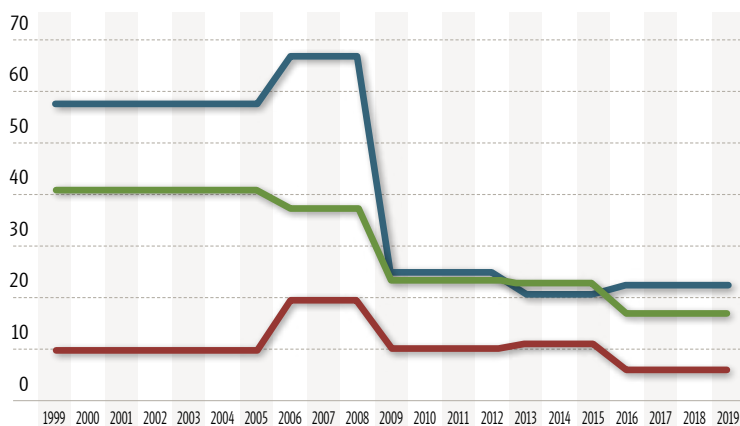
589

Entre 2009 et 2019, 589 ha d'espaces naturels et agricoles ont été préservés de l'urbanisation par la diminution du rythme de consommation antérieur.

Croissance annuelle moyenne en hectares par type d'espace urbain

Source : cadastre - orthophotos
Traitement : AudéLor

- croissance hors agglo annuelle
- croissance habitat
- croissance activité



L'urbanisation sur Quimperlé Communauté

Le périmètre d'étude d'AudéLor s'étant élargi, il est apparu intéressant de regarder la typologie du tissu urbain de Quimperlé Communauté en suivant les mêmes critères d'observation que ceux du SCoT du pays de Lorient.

En 2018 les espaces urbains de Quimperlé Communauté couvrent près de 7020 ha, soit 11,5% de la surface totale de l'intercommunalité. À titre comparatif, le territoire du SCoT du pays de Lorient est urbanisé à 15%.

Les centralités urbaines représentent 45% de l'ensemble des espaces urbains du territoire de Quimperlé Communauté soit 3150 ha. Sur le périmètre du SCoT du pays de Lorient les centralités urbaines représentent 58% de l'espace urbain total.

PAYS DE LORIENT-QUIMPERLÉ

Les services au public toujours plus dématérialisés



Le paysage des services au public a été bouleversé ces dernières années sous les effets conjugués de la dématérialisation et de restrictions budgétaires. Quelle est la nature des points de contacts physiques ? Comment sont-ils répartis sur le territoire ? Comment les collectivités réagissent-elles pour maintenir un accès satisfaisant à ces services et contourner les inégalités numériques ? Réalisée en lien avec le syndicat mixte du SCoT du pays de Lorient et Quimperlé Communauté, cette étude fait le point sur l'accessibilité des services publics au quotidien.

+ d'infos

→ Communication n°148, "L'accès aux services publics" sur www.audelor.com / Publication & études.



De moins en moins de points de présence physiques

Bien que chaque organisme ait sa propre stratégie d'implantation sur le territoire, la tendance est à réduire les points de contact avec les usagers ou à en modifier les modalités. Ainsi à La Poste, avec la diminution des bureaux, sont apparus des agences postales communales et des relais postes chez les commerçants. Les services rendus en sont modifiés notamment en termes de services financiers ou de confidentialité.

Avec la refonte de la carte judiciaire en 2009, beaucoup de territoires ont perdu un tribunal. C'est le cas du Tribunal d'instance de Quimperlé, qui a été regroupé avec le Tribunal de Quimper. Quelques services de proximité subsistent toutefois, sous forme de permanences au Point d'accès au droit.

Du côté des impôts, le réseau des trésoreries et des services connaît, depuis dix ans, une réduction constante de ses implantations. Sur Lorient Agglomération, les trésoreries de Plouay, puis bientôt de Port-Louis et Hennebont sont concernées. De même, les services de la sous-préfecture se sont réorganisés et ne reçoivent plus, depuis 2017, les usagers aux guichets immatriculations et permis de conduire. Le service des cartes grises a été dématérialisé et les services de délivrance des cartes d'identité et passeports ont été transférés dans des mairies agréées.

Carte des services postaux

Source : enquête AudéLor
Traitement : AudéLor

Bureau de poste à amplitude horaire

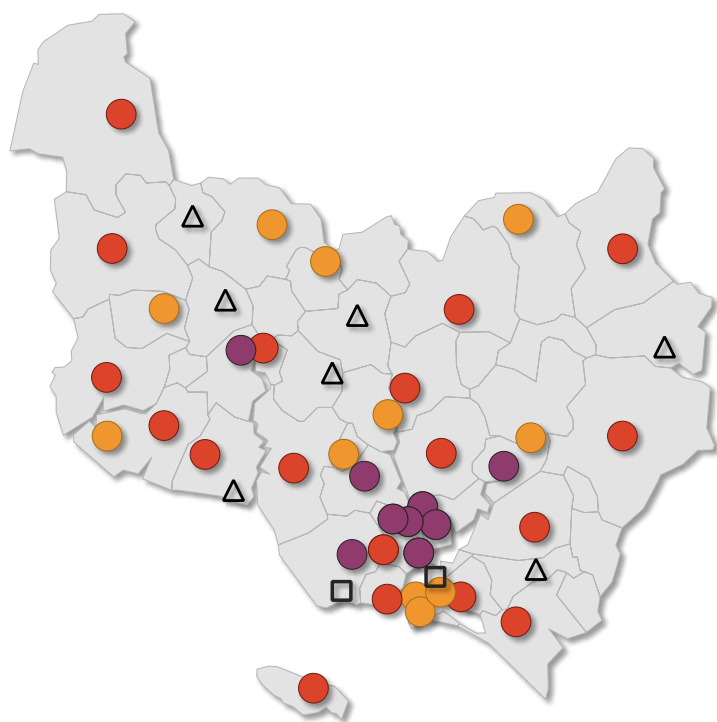
● forte

● moyenne

● faible

□ agence commerciale

△ relais commerçant



La proximité reste la règle dans le social

Si les centres majeurs et structurants des services de l'État se maintiennent à Lorient, les annexes ou bureaux permanents ont tendance à disparaître des autres communes ou à réduire leurs horaires d'ouverture. En remplacement, ce sont souvent les mairies qui sont sollicitées pour accueillir des permanences dans leurs locaux.

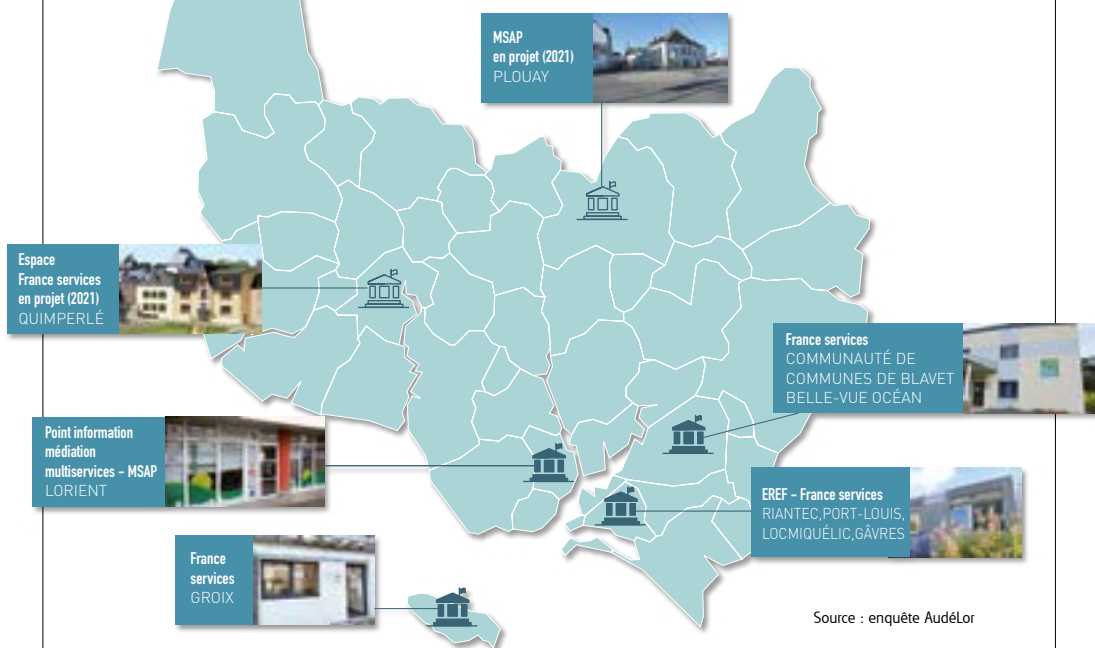
Dans le domaine social cependant, la règle de la proximité demeure. Les centres médicaux sociaux du Département sont présents sur 12 communes et dans les quartiers (5 sur Lorient). De même l'activité des CCAS est présente dans chaque commune du territoire, ou au moins intégrée au sein de la mairie pour les communes de moins de 1500 habitants. Les services liés à l'emploi et ceux qui portent sur les droits des usagers ont aussi besoin de proximité. Ils multiplient géographiquement leur présence sous forme de permanences.

Un moindre mal : la mutualisation des services

Au niveau national, la recherche d'une offre des services polyvalents et d'une mutualisation a conduit à la création de différents types de structures, d'abord en milieu rural. Appelées Maison de services au public puis France Services, elles offrent un accompagnement aux démarches administratives : emploi, retraite, famille, social, santé, logement, énergie, accès au droit, etc. Avec le label "**France Services**", lancé en 2020, l'État renforce les règles pour garantir partout un même niveau d'exigence et de qualité de services aux citoyens. Toutes ces maisons partagent les mêmes objectifs : accueillir, orienter et soutenir les usagers dans les démarches auprès des administrations publiques et des organismes socioprofessionnels ; faciliter l'accueil des usagers en mettant à leur disposition ordinateur, téléphone, fax et accès à internet ; accompagner ceux-ci dans les procédures numériques ; tenir un rôle de médiation entre les usagers et les administrations.

Sur le territoire du Pays de Lorient-Quimperlé, quatre structures de ce type existent à Riantec, Groix, Merlevenez et Lorient, deux sont en projet à Quimperlé et à Plouay. Tandis que la ville d'Hennebont mène une réflexion sur un espace qui rassemblerait des services variés dans l'esprit des structures France Services.

Localisation des maisons des services mutualisées



Une des clés : l'inclusion numérique

Les opportunités offertes par le numérique sont loin de bénéficier à l'ensemble de la population. Pire, elles peuvent accentuer les inégalités sociales existantes. Agents d'accueil, travailleurs sociaux, conseillers ou bénévoles, tous décrivent l'afflux de publics qui s'adressent à eux parce qu'ils ne "savent pas faire" avec le numérique. Entre créer des messageries et remplir des formulaires en ligne, les travailleurs sociaux sont accaparés par les aléas informatiques et administratifs qui les détournent de leur mission principale d'échange et d'accompagnement social des plus précaires.

Les jeunes sont à l'aise avec le numérique récréatif, mais ces compétences ne se transfèrent pas aussi facilement dans les sphères administratives ou professionnelles. Ils ne savent pas vers quels interlocuteurs se tourner. Quant aux seniors qui se "débrouillaient" avec le papier, les choses se compliquent avec le numérique et ils ont désormais besoin d'assistance. Selon les chiffres officiels, 13 millions de Français sont vulnérables dans leurs usages du numérique.

NOMBRE DE SITES

300

Près de 300 sites ont été relevés, renseignés et géolocalisés sur les 46 communes : 7 familles de services et une typologie selon l'accueil : structures, sièges, antennes, permanences.

Les collectivités et associations se mobilisent

Les collectivités doivent souvent faire preuve d'originalité afin de réduire la fracture en cours. Par exemple, elles offrent des lieux d'apprentissage et d'appropriation du numérique dans l'espace public tels que les cyberespaces. Les services proposés sont divers : bornes à disposition, accès gratuits à du matériel informatique, assistance ponctuelle, conseils et orientation vers un partenaire, formation sous forme d'ateliers numériques, parcours d'autonomisation ou engagement vers des parcours complets...

Point méthodologique

Enquête réalisée auprès des services administratifs liés à la santé publique, la sécurité sociale, l'allocation familiale, la fiscalité, la Poste, l'emploi, les services sociaux, les droits, le logement, la famille. Les services retenus sont ceux qui sont réunis dans le label France services (services d'État, grands opérateurs, services des collectivités locales et associations).





JUN 2020

 **Naval Group** LORIENT [Le Télégramme, 3 juin 2020]
Malgré la crise sanitaire, l'entreprise a annoncé que les délais de livraison des frégates multi-missions de la Marine Nationale seront bien respectés. Par ailleurs, une centaine d'embauches a été annoncée sur le site de Lorient.

 **Pros-Consulte** LARMOR-PLAGE [Le Télégramme, 4 juin 2020]
En croissance depuis 2009, la plateforme de consultation téléphonique de psychologues a connu un boom de son activité pendant le 1^{er} confinement. L'entreprise a engagé une levée de fonds de 5 millions d'euros et envisage de recruter 15 développeurs.


 **Claire et Romain** QUIMPERLÉ [Ouest France, 15 juin 2020]
La pâtisserie fine-chocolaterie installée à Guidel s'agrandit et investit dans de nouveaux locaux sur Quimperlé. L'investissement de 800 000 € permettra le transfert du laboratoire dans un lieu plus spacieux et la création d'une activité snacking.


 **Barillec Marine** LORIENT [Mer et marine, 17 juin 2020]
Spécialiste des réseaux de production et de distribution électrique embarqués, l'entreprise profite du développement des navires à propulsion hybride et prévoit de recruter une cinquantaine de salariés sur les 2 à 3 ans à venir. La rénovation de son site de Lorient est également prévue.


 **La Belle Joie** HENNEBONT [Ouest France, 25 juin 2020]
La brasserie artisanale a quitté Kervignac pour rejoindre des locaux plus spacieux à Hennebont. Elle augmente ainsi sa capacité de production de 700 à 1200 hectolitres et propose de la vente directe grâce à l'aménagement d'une boutique.

 **Subiaco** LORIENT [Le Télégramme, 10 juillet 2020]
Le propriétaire de skateshop contraint à fermeture lors du premier confinement a développé sa boutique en ligne. Cette initiative lui a permis de développer son activité de vente de skate dans toute l'Europe et d'envisager l'embauche d'un salarié.

 **Kerpont industrie** RÉDÉNÉ [Le Télégramme, 16 juillet 2020]
Spécialisée dans le décolletage, Kerpont industrie a annoncé la suppression de 5 emplois sur 29. L'entreprise de précision réalise une part importante de son chiffre d'affaires avec des secteurs très touchés par la crise.

 **Navale industrie orientale** QUÉVEN [Ouest France, 22 juillet 2020]
L'entreprise a quitté son site de Keroman pour s'installer au Mourillon à Quéven. Après sa reprise en 2018 par le groupe Turgis et Gaillard, elle est passée de 3 à 15 salariés en 3 ans et travaille aujourd'hui pour tout type d'industrie.

 **Kooi** LANESTER [Le Télégramme, 6 août 2020]
La société de surveillance spécialisée dans la sécurité des équipements énergétiques (site éolien, parc photovoltaïque) installe son siège social français à Lanester. L'entreprise emploie 17 salariés en France dont 12 localement.

 **Ty Fraise** RÉDÉNÉ [Ouest-France, 17 Août 2020]
L'exploitation, spécialisée dans la production de fraises depuis 1995, a installé une nouvelle serre en culture hors-sol sur son site de Rédéné. Au total, Ty Fraise exploite 2 hectares sur Rédéné et Quéven et combine culture en pleine terre et hors-sol.

 **SerEnMar** LORIENT [Le journal des entreprises, 25 août 2020]
La société de services et d'affrètement maritime vient d'acquérir la branche marine de la Comex et dispose ainsi de sa propre compagnie maritime. Les 11 salariés issus de la Comex viennent renforcer l'équipe qui comptait 9 collaborateurs.

 **Lyophilise & Co** LORIENT [Ouest France 28 septembre 2020]
La crise a largement profité à l'entreprise spécialisée dans la vente en ligne de produits alimentaires de qualité à très longue conservation. L'entreprise, qui connaissait déjà une croissance de 20% par an depuis sa création en 2010, a vu son chiffre d'affaires grimper de 300% pendant le confinement.

JUILLET

AOÛT

SEPTEMBRE

OCTOBRE

**Atlantique Nature** KERVIGNAC [Le Journal des entreprises, 6 octobre 2020]

L'entreprise spécialisée dans les compléments alimentaires pour la santé et le bien-être a quitté son site historique de Ploemeur pour s'installer à Kervignac. Elle compte 57 salariés et a réalisé un chiffre d'affaires de 11,6 millions d'euros en 2019.

**Coriolis composite** QUÉVEN [Le Télégramme, 7 octobre 2020]

Déjà fragilisée, l'entreprise est touchée de plein fouet par les difficultés du secteur aéronautique. Elle a d'ores et déjà annoncé la fermeture de ses bureaux de Caudan et Ploemeur.

**SEGEPEX** LORIENT [Ouest-France, 9 novembre 2020]

L'entreprise, gestionnaire entre autres du Palais des congrès et Parc des expositions, est fortement touchée par la crise sanitaire avec l'annulation de nombreux événements. Ses 15 salariés bénéficient du chômage partiel, mais dans son sillage ce sont près de 1000 emplois de prestataires et sous-traitants qui sont concernés.

**Le Minor** GUIDEL [API, 24 novembre 2020]

L'entreprise textile basée à Guidel a vu son le chiffre d'affaires progresser de 74% depuis sa reprise en mai 2018. Ses effectifs sont passés de 23 à 64 salariés et 12 nouveaux sont attendus pour fin novembre.

**Bago~ Boats** LORIENT [API, 26 novembre 2020]

Spécialisée dans la conception et la fabrication de batteries au lithium, Bago~ Boats a intégré de nouveaux locaux sur le port de Keroman. L'entreprise a également développé un modèle de catamaran électrique primé lors du salon nautique de Paris en 2019.

**NP Industrie** CAUDAN [Ouest-France, 24 novembre 2020]

Les établissements de Lorient et Caudan du groupe Meunier ont été repris par deux dirigeants locaux. Cette reprise assure la sauvegarde de 32 emplois. Rebaptisés NP Industrie, les deux établissements seront regroupés sur le site de Caudan. La nouvelle entité maintiendra ses activités historiques de maintenance industrielle, de négoce de pièces, d'usinage de précision et de réparation navale.

**Avel Robotics** LORIENT [Le Journal des entreprises, 20 novembre 2020]

La société qui conçoit et fabrique des pièces en carbone haute performance a investi dans un deuxième robot pour un budget d'un million d'euros. Elle aménage un deuxième site sur le secteur de Lorient - La Base pour ce nouvel équipement.

**727 Sailbags** LORIENT [Le journal des entreprises, 30 novembre 2020]

Pour soutenir sa stratégie de développement et sa croissance à l'international, l'entreprise 727 Sailbags spécialisée dans le recyclage de voiles de bateaux en objet de mode et de décoration a levé 1 million d'euros.

**Netvim** LORIENT [Journal des Entreprises, 1 décembre 2020]

La société de nettoyage industriel de 5,5 millions d'euros de chiffre d'affaires, basée à Lorient et rachetée en 2019 par Groupe Vert prend le virage de la transition écologique. Elle travaille à réduire son empreinte carbone et forme ses salariés à de nouvelles techniques de nettoyage.

**GEIREC** LARMOR PLAGÉ [Ouest France, 06 décembre 2020]

Grâce à l'acquisition d'un terrain jouxtant ses actuels locaux, le cabinet comptable installé depuis 25 ans à Larmor-Plage engage un projet d'extension et de rénovation afin d'améliorer l'accueil de sa clientèle et la qualité de vie de ses 52 collaborateurs.

AMAPA LORIENT [Le Télégramme, 13 décembre 2020]

Adhap Service, société de service à la personne, en redressement judiciaire a été rachetée par AMAPA société mosellane membre du groupe Doctegestio qui compte 12 000 salariés en France.

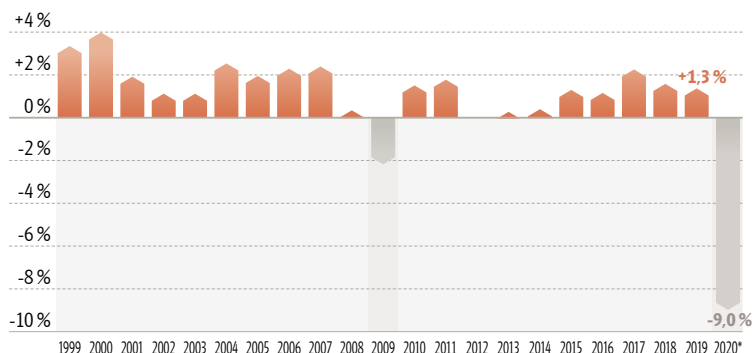
NOVEMBRE

DÉCEMBRE

Tableau de bord - Décembre 2020 : compte tenu de la crise Covid-19, les éléments du tableau de bord de ce barographe ne sont pas identiques à ceux des éditions précédentes. Nous vous prions de nous en excuser.

France

→ Une baisse historique de PIB attendue en 2020



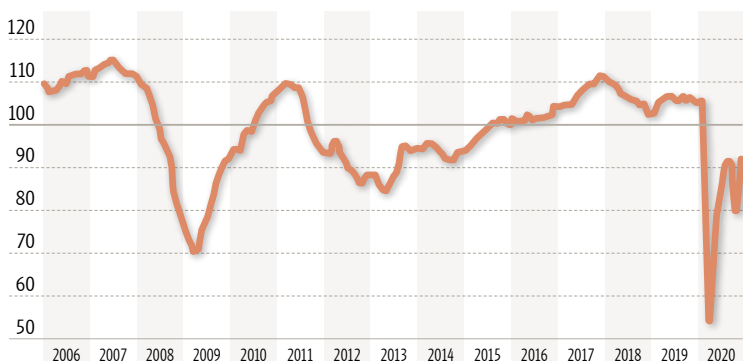
Évolution annuelle du PIB en France

Source : Insee
Prévision Insee pour 2020

Pour 2020, la croissance du PIB en France était initialement estimée à +1,2%. Avec la crise Covid 19, c'est une baisse très importante (-9%) qui est désormais attendue. Elle est nettement supérieure à celle enregistrée en 2009 (crise des subprimes).

France

→ Un climat des affaires convalescent



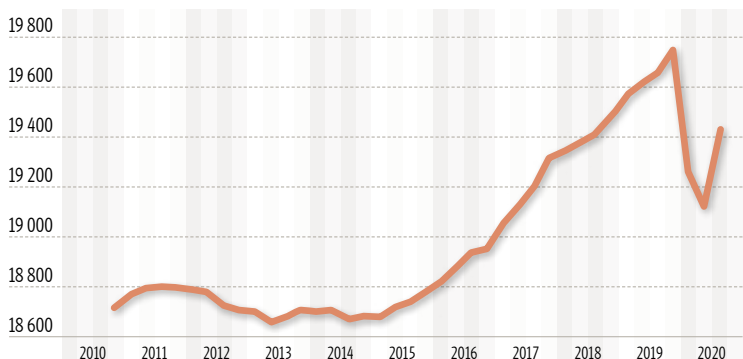
Climat des affaires en France

[NIVEAU MOYEN DE LONG TERME : 100]
Source : Insee

Après une très forte chute en avril 2020 avec le 1^{er} confinement, le climat des affaires a connu une remontée. En décembre 2020, il est autour de 90 soit un niveau inférieur à la moyenne de long terme (100). Il est proche du niveau atteint lors de la crise de 2012/2013 (crise de la zone euro).

France

→ Rebond de l'emploi au 3^{ème} trimestre



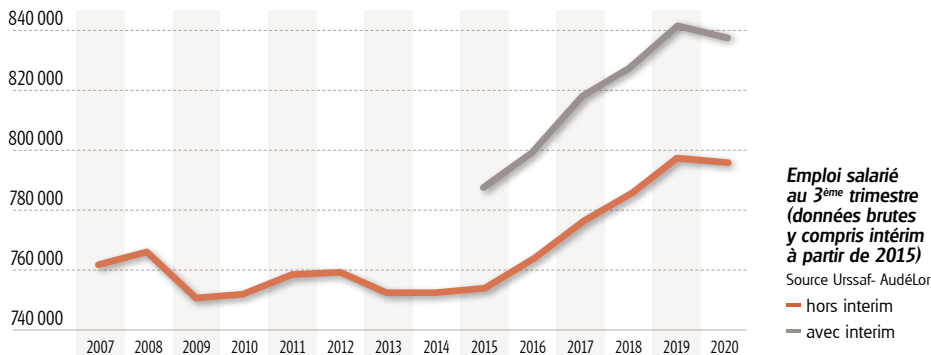
Emploi salarié privé en France depuis fin 2010 (en milliers)

Source : Insee

Sous l'effet du 1^{er} confinement, l'emploi salarié a diminué au cours des 2 premiers trimestres 2020 (633 000 emplois perdus). Au 3^{ème} trimestre, la situation de l'emploi s'améliore (+312 000). Le niveau reste toutefois inférieur à celui enregistré un an auparavant (-1,2%). Notons que la baisse de l'emploi en un an est nettement moins forte que celle de l'activité grâce au dispositif de chômage partiel.

Bretagne

→ En Bretagne, l'emploi résiste mieux qu'au niveau national



Emploi salarié au 3^{ème} trimestre (données brutes y compris intérim à partir de 2015)

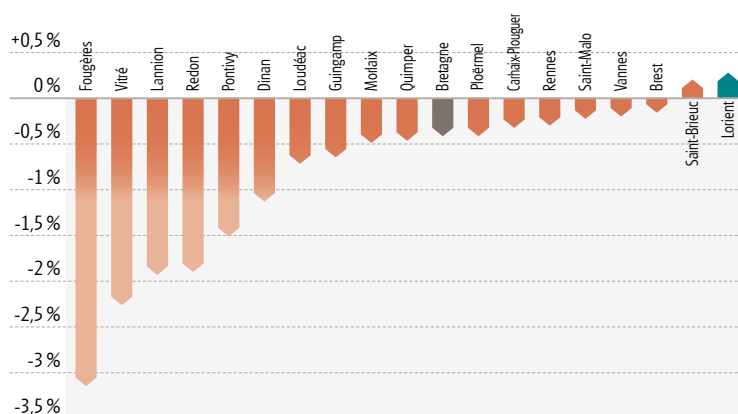
Source Urssaf- AudéLor

— hors intérim
— avec intérim

En Bretagne, la baisse de l'emploi salarié (source Urssaf) au 3^{ème} trimestre est plus faible que celle enregistrée au niveau national (-0,4% en 1 an contre -1,1%). Le nombre d'emplois perdus est de 3415 dont 55 % en intérim.

Bretagne

→ En Bretagne, des zones d'emploi diversement touchées



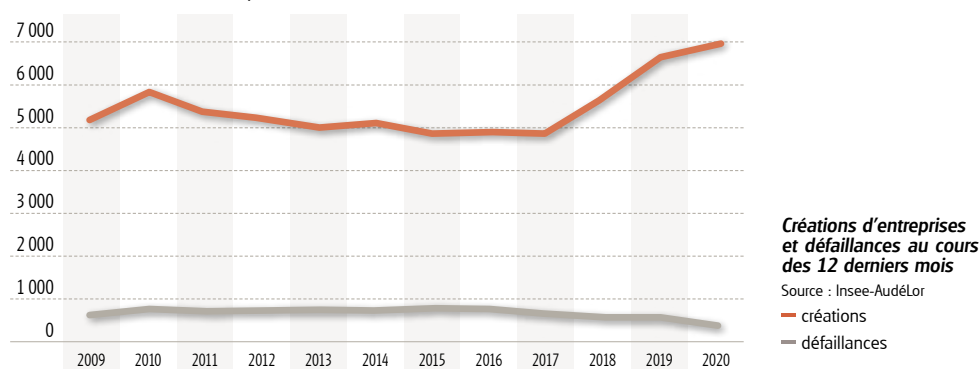
Évolution de l'emploi salarié par zone d'emploi au 3^{ème} trimestre 2020 (y compris intérim)

Source : Urssaf données brutes traitement AudéLor

En Bretagne, au 3^{ème} trimestre 2020, les évolutions annuelles de l'emploi salarié (source Urssaf) vont de +0,3% (ZE Lorient) à -3,1% (ZE Fougères). Les zones les plus touchées sont celles de Fougères, Vitré, Lannion et Redon.

Morbihan

→ Des créations d'entreprise en hausse



Créations d'entreprises et défaillances au cours des 12 derniers mois

Source : Insee-AudéLor

— créations
— défaillances

Contrairement à l'emploi, on n'enregistre pas pour les créations d'entreprise d'évolution négative en 2020. Elles continuent à progresser dans le Morbihan (+4%) mais à un rythme inférieur à ceux constatés en 2018 et 2019.

Malgré la baisse d'activité, les défaillances d'entreprise sont en fort recul (-32%) en raison notamment des prêts accordés par l'État.

Zone d'emploi de Lorient

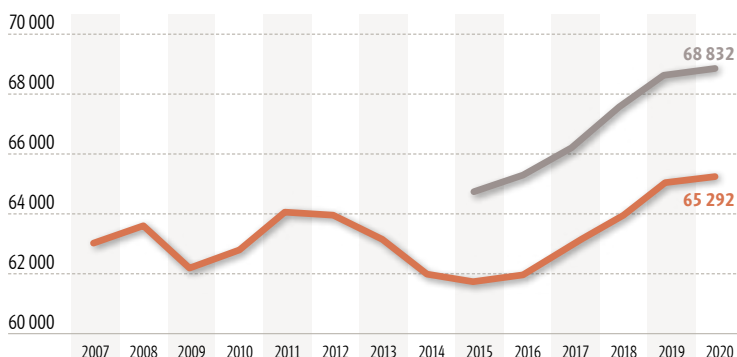
→ Une stabilisation de l'emploi au niveau local

Zone d'emploi de Lorient - Emploi salarié au 3^{ème} trimestre depuis 2007 (données brutes y compris intérim)

Source : Urssaf - AudéLor

— emploi

— y compris intérim



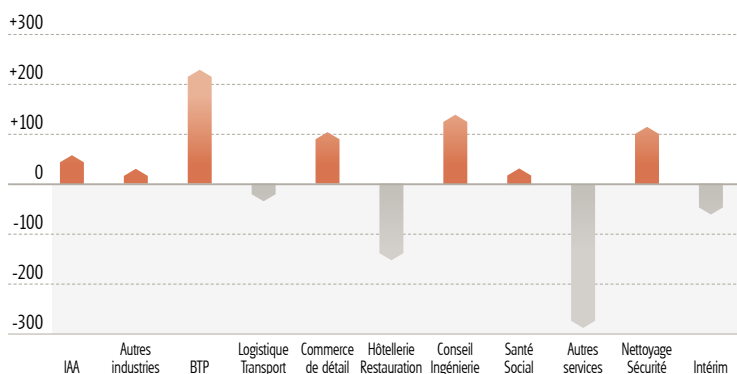
Au 3^{ème} trimestre 2020, dans la zone d'emploi de Lorient (contours 2010), l'emploi salarié est quasiment stable par rapport à novembre 2019 : +0,3%. Il s'agit d'une évolution relativement favorable puisque l'emploi diminue en Bretagne et plus encore en France.

Zone d'emploi de Lorient

→ Hôtellerie restauration et autres services en baisse

Zone d'emploi de Lorient - Évolution de l'emploi salarié entre le 3^{ème} trimestre 2019 et le 3^{ème} trimestre 2020 (données brutes)

Source : Urssaf - AudéLor



De 2019 à 2020 (au 3^{ème} trimestre), l'emploi salarié dans la zone d'emploi de Lorient diminue surtout dans les secteurs des autres services et de l'hôtellerie restauration. Il est à l'inverse en croissance essentiellement dans le BTP, le commerce, le conseil ingénierie et le nettoyage sécurité. Les secteurs industriels (IAA et autres) connaissent également une hausse mais plus modeste.

Zone d'emploi de Lorient

→ Par rapport à 2019, une baisse de 25 % des contrats d'embauche

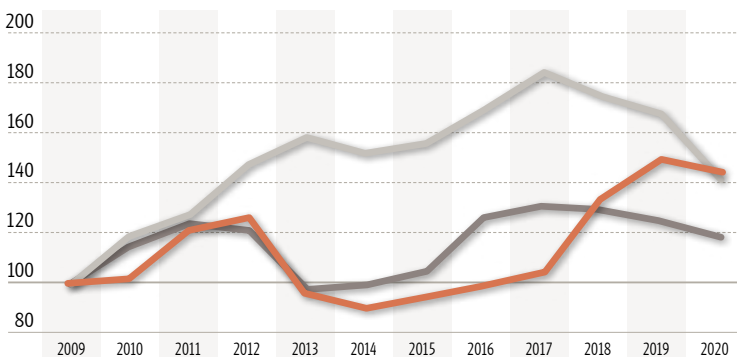
Nombre de contrats dans la zone d'emploi de Lorient Cumul des 3 premiers trimestres base 100 en 2009

Source : Urssaf - traitement AudéLor 1^{er} trimestre de chaque année

— CDI

— CDD Long

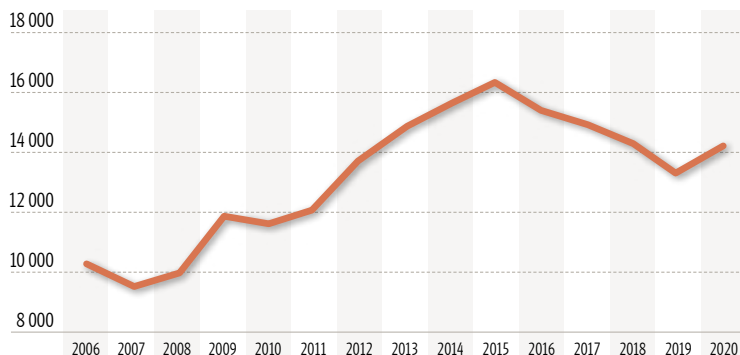
— CDD court



Dans la zone d'emploi de Lorient (contours 2010), on note sur les 3 premiers trimestres une diminution de 25% des contrats d'embauche par rapport à 2019. Ils diminuent beaucoup plus que l'emploi. La baisse est de 31% pour les contrats courts, de 8% pour les contrats dits longs (1 mois et plus) et de 15% pour les CDI.

Zone d'emploi de Lorient

→ Une hausse sensible de la demande d'emploi en 1 an



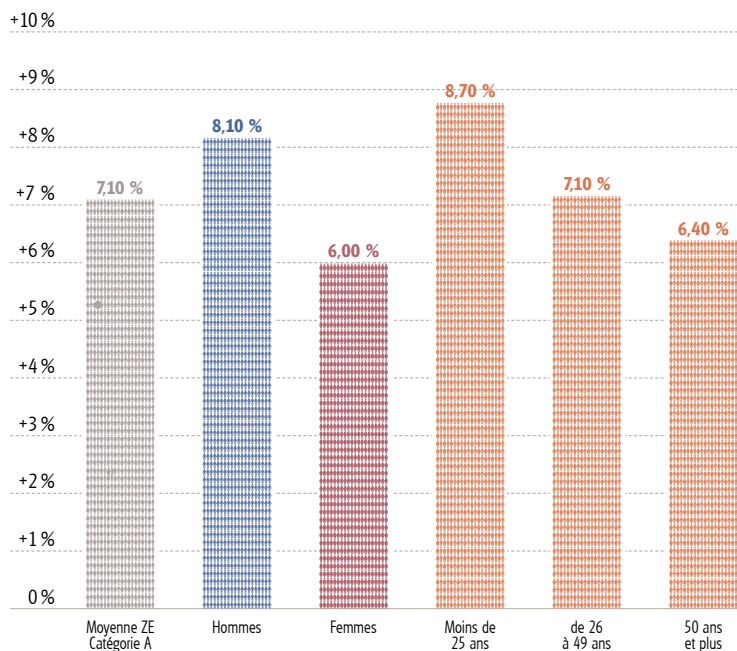
Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A au moins de novembre dans la zone d'emploi de Lorient depuis novembre 2006

Source : DARES - traitement AudéLor

Fin novembre 2020, le nombre de demandeurs d'emploi de cat A (sans activité au cours du mois écoulé) est en hausse par rapport à novembre 2019 : +7,1% (soit +940 demandeurs). Cette hausse intervient après 4 années de diminution (-3000 demandeurs d'emploi en 4 ans)

Zone d'emploi de Lorient

→ Les moins de 25 ans les plus touchés



Evolution entre novembre 2019 et novembre 2020 du nombre de demandeurs d'emploi de cat A dans zone d'emploi de Lorient

Source : DARES - AudéLor

Les moins de 25 ans sont les plus touchés par la crise Covid 19 et la diminution des embauches. Au mois de novembre 2020, le nombre de jeunes demandeurs d'emploi de cat A s'accroît en 1 an de 8,7 %. Les hommes sont également plus touchés que les femmes.

PAYS DE LORIENT-QUIMPERLÉ

Deux nouveaux zonages pour "lire" le pays de Lorient-Quimperlé

➤ L'Insee vient de redéfinir les zones d'emploi et les aires d'attraction des villes (ex aires urbaines). Ces nouveaux périmètres ne sont pas administratifs ou institutionnels mais constituent des zonages d'étude. Ils permettent de nouvelles analyses du pays de Lorient-Quimperlé.

L'info

→ Les zonages d'étude sont définis par l'Insee.
www.insee.fr/fr/metadonnees/definitions

Les aires d'attraction de Lorient et de Quimperlé

Définition d'une aire d'attraction d'une ville

L'aire d'attraction d'une ville définit l'étendue de son influence sur les villes environnantes, mesurée par les déplacements domicile travail.

Une aire est un ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué d'un pôle de population et d'emploi, et d'une couronne qui regroupe les communes dont au moins 15 % des actifs travaillent dans le pôle. La définition des plus grandes aires d'attraction des villes est cohérente avec celle utilisée par Eurostat et l'OCDE.

En remplacement des aires urbaines

Les aires d'attraction des villes se substituent au zonage des "aires urbaines". Elles constituent une approche fonctionnelle de la ville (travail en milieu urbain) et non une approche morphologique (bâti dense).

En Bretagne, on compte 45 aires d'attraction des villes. Elles regroupent 72 % des communes et 87% de la population de la région. Parmi les 45 aires, 34 ont moins de 50 000 habitants. On compte seulement 1 aire de plus de 700 000 habitants (Rennes) et 4 de 200 000 à 700 000 (Brest, Quimper, Lorient et Saint-Brieuc). Les 5 plus grandes aires concentrent près d'1,8 millions d'habitants soit 53% de la population bretonne.

Les deux aires d'attraction du pays de Lorient-Quimperlé

Dans le pays de Lorient-Quimperlé, les deux aires d'attraction des villes sont construites à partir des pôles de Lorient-Lanester et de Quimperlé : l'aire de Lorient (au 4^{ème} rang en Bretagne) regroupe 31 communes et 224 862 habitants en 2017 ; l'aire de Quimperlé (15^{ème}) regroupe 11 communes et 36 674 habitants. Sur les 46 communes du pays, 7 sont hors des 2 aires d'attraction : Riec sur Belon, Bannalec, Scaër et Guilligomarch côté Quimperlé Communauté ainsi que Bubry, Groix et Quistinic côté Lorient Agglomération. L'aire d'attraction de Lorient rayonne au-delà des limites du territoire en intégrant 3 communes extérieures : Meslan, Berné et Landévant.



Les aires d'attraction du pays de Lorient-Quimperlé

AudÉlor - décembre 2020
source : Insee 2020

- Aire d'attraction de Quimperlé
- Aire d'attraction de Lorient
- Pays de Lorient - Quimperlé

Les zones d'emploi de Lorient et de Quimperlé

Une nouveauté, la zone d'emploi de Quimperlé

En Bretagne, on compte désormais 20 zones d'emploi contre 18 avec l'ancienne méthode. Trois nouvelles zones sont apparues : Quimperlé, Lamballe-Armor et Auray. Deux zones ont fusionné : Pontivy et Loudéac. Le pays de Lorient-Quimperlé compte donc maintenant deux zones d'emploi. La ZE de Lorient, 4^{ème} zone bretonne avec 35 communes, 225 900 habitants et 84 400 emplois, comprend l'aire du SCoT (Lorient Agglomération et Blavet Bellevue Océan) ainsi que 5 communes situées au nord. La ZE de Quimperlé, 20^{ème} zone d'emploi bretonne avec 18 communes, 58 800 habitants et 18 300 emplois, intègre Quimperlé Communauté et 2 communes au nord.

Définition d'une zone d'emploi

Une zone d'emploi est un espace géographique à l'intérieur duquel la plupart des actifs résident et travaillent, et dans lequel les établissements peuvent trouver l'essentiel de la main-d'œuvre nécessaire pour occuper les emplois offerts. Un premier découpage des zones d'emploi a été réalisé en 1983 et actualisé en 2010. En 2020, le 3^{ème} découpage s'est accompagné d'un changement de méthode. Il repose cette fois sur un processus itératif d'agrégation de communes ayant les liens domicile-travail les plus forts. Pour une zone d'emploi, le taux minimum d'actifs "stables" (qui résident et travaillent dans la zone d'emploi) est de 60 % et le nombre d'actifs occupés de 15 000.



Les zones d'emploi du pays de Lorient-Quimperlé

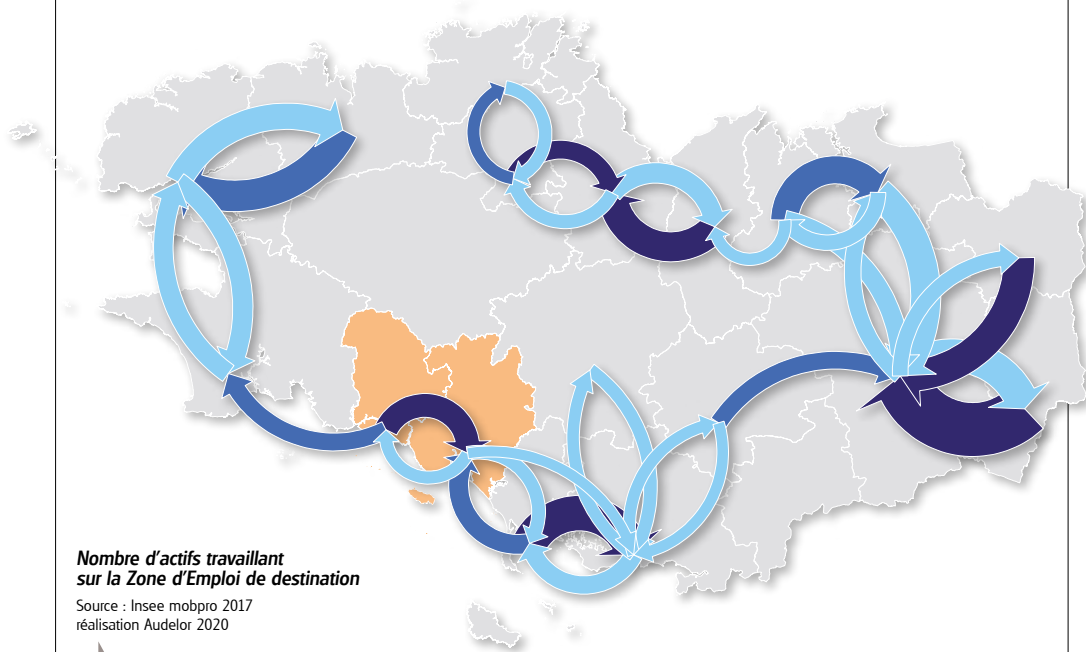
AudÉlor - décembre 2020
source : Insee 2020

- Zone d'emploi de Quimperlé
- Zone d'emploi de Lorient
- Pays de Lorient - Quimperlé

Les deux zones d'emploi sont interconnectées

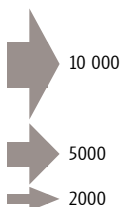
Les zones d'emploi dessinent les contours des marchés du travail locaux, ce qui n'exclut pas les interconnexions. Comme l'ont montré les travaux récents d'AudéLor, les navettes domicile-travail sont de plus en plus nombreuses et longues, et les connexions entre zones d'emploi se renforcent. Le taux d'actifs stables est ainsi de 83,7 % dans la zone d'emploi de Lorient et de seulement 59,1 % dans celle de Quimperlé. Pour cette dernière, il s'agit du taux d'actifs stables parmi les plus faibles de Bretagne derrière la ZE d'Auray (63,5 %) ou Lamballe-Armor (63,8 %).

Les flux domicile-travail sont particulièrement forts entre les zones d'emploi de Lorient et Quimperlé : 2352 actifs résidant dans la zone de Lorient vont travailler dans la zone d'emploi de Quimperlé et 4310 font le trajet inverse chaque jour, soit un total de 6662 actifs. Le flux de la ZE de Quimperlé vers celle de Lorient est parmi les plus intenses de Bretagne avec 19 % des actifs de la ZE de Quimperlé concernés. Un taux plus élevé est seulement enregistré de la zone d'emploi de Vitré vers celle de Rennes (23 %). L'intensité du flux de la ZE Lamballe-Armor vers la zone de Saint-Brieuc est équivalent (19 %). En Bretagne, trois autres flux inter zones d'emploi dépassent 15 % : Auray vers Vannes (18 %), Guingamp vers Saint-Brieuc (15 %) et Fougères vers Rennes (17 %).



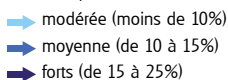
Nombre d'actifs travaillant sur la Zone d'Emploi de destination

Source : Insee mobpro 2017
réalisation Audélor 2020



Intensité du lien correspondant à la part des actifs travaillant sur la Zone d'Emploi de destination sur l'ensemble des actifs résidant dans la ZE d'origine

Source : le périmètre du PLQ



■ Pays de Lorient - Quimperlé

BRETAGNE

Des territoires bretons diversement touchés par la crise



La crise de la Covid-19 impacte l'économie au niveau national comme en Bretagne. La fédération des agences d'urbanisme et de développement de Bretagne, dont Audélor est membre, a examiné les premiers impacts de cette crise inédite sur les territoires bretons à partir des données Urssaf.

+ d'infos

→ Sur www.datagences-bretagne.bzh,

Crise de la COVID-19 et territoires bretons sur www.audelor.com

Au 1^{er} semestre 2020, un choc brutal

Au cours du 1^{er} semestre 2020, avec la crise sanitaire et le confinement, la Bretagne, comme l'ensemble du territoire national, a subi un choc économique important. L'emploi salarié du secteur privé, en données corrigées des variations saisonnières (CVS) a diminué de 2,9% soit une perte de 24 563 emplois au cours des 6 premiers mois de l'année. La rupture est nette par rapport au 2^{ème} semestre 2019 au cours duquel l'économie bretonne suivait une tendance positive avec une croissance de l'emploi salarié privé de +0,9%.

A l'échelle des zones d'emploi bretonnes, les évolutions de l'emploi salarié au cours du 1^{er} semestre 2020 vont de -1,8% (ZE de Carhaix-Plouguer) à -7,9% (ZE de Redon). **La zone d'emploi de Lorient** se situe au 3^{ème} rang derrière les zones de Carhaix et Vitré avec une baisse de 2,2%. Cinq zones d'emploi sont particulièrement touchées avec des baisses qui dépassent 4% : Saint-Malo, Loudéac, Lannion, Ploërmel et Redon.

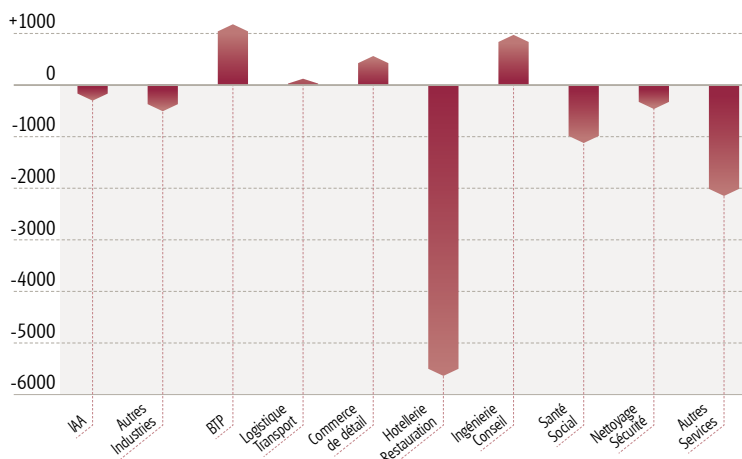
Sur un an, une baisse de 2,1% de l'emploi salarié privé

En prenant davantage de recul et en examinant la situation de juin 2020 par rapport à celle constatée un an auparavant (donc en glissement annuel des données brutes), on observe également une rupture dans l'évolution de l'emploi salarié privé en Bretagne. Il baisse de 2,1% entre juin 2019 et juin 2020 soit une perte de 17 924 emplois en un an. Cette diminution intervient après 4 années de hausse continue de l'emploi (2015-2019).

La baisse de l'emploi est sensiblement plus limitée que celle de l'activité (au niveau national, la baisse du PIB prévue est de -9% pour 2020). Cette résistance de l'emploi a été permise par le dispositif massif d'activité partielle mis en place par l'État. Pour autant, les embauches se sont tout de même nettement raréfiées. En Bretagne au 2^{ème} trimestre 2020 : la baisse est de 42% pour les CDI et 29% pour les CDD d'un mois et plus par rapport au 2^{ème} trimestre 2019.

Intérim-hôtellerie-restauration fortement touchés

L'intérim représente à lui seul 57% des pertes d'emplois constatées en un an en Bretagne. Il a perdu 21% de ses effectifs entre juin 2019 et juin 2020. Hors intérim, sur 10 secteurs d'activités, 6 connaissent une diminution de l'emploi. Le secteur de l'hôtellerie-restauration, très impacté par le confinement, enregistre une forte baisse (-10%). Il représente à lui seul 55% des pertes d'emplois hors intérim. Le secteur des autres services (-2,1%) est le second le plus touché. Il est, par ailleurs, à noter que les industries alimentaires et les autres industries résistent bien en Bretagne avec des pertes d'emploi limitées entre juin 2019 et juin 2020.



Évolution de l'emploi salarié privé en Bretagne - Juin 2019 à juin 2020

Source : Urssaf - Fédération des agences d'urbanisme et de développement de Bretagne

Des impacts très différents sur l'emploi selon les territoires

Parmi les 18 zones d'emploi (anciens contours - ZE 2010), les évolutions annuelles de l'emploi salarié privé vont de -10% (ZE Redon) à -0,5% (ZE Guingamp). Les 3 zones d'emploi les moins touchées sont celles de **Guingamp, Loudéac et Lorient** (de -0,5% à -1,1%). A l'opposé, les baisses les plus fortes (au-delà de -4%) affectent 4 zones d'emploi : Redon, Ploërmel, Lannion et Dinan. Elles s'expliquent notamment par des contractions plus importantes de l'emploi dans l'intérim ou dans les secteurs de l'hôtellerie-restauration et des autres services.

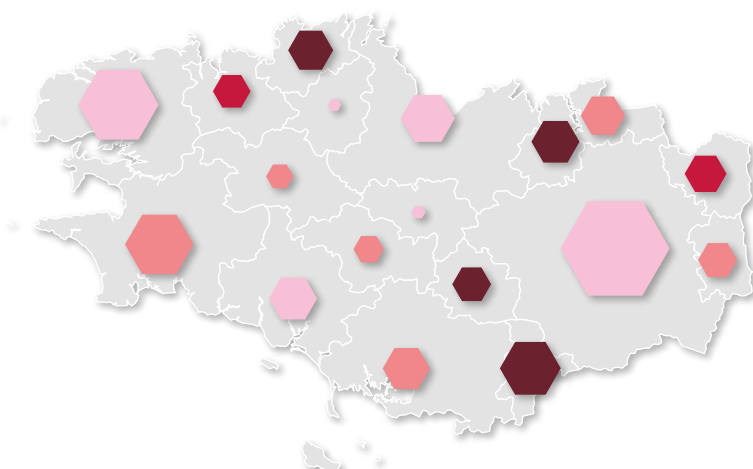
Évolution de l'emploi de juin 2019 à juin 2020 (données brutes intérim incluí)

Source : Urssaf - AudéLor

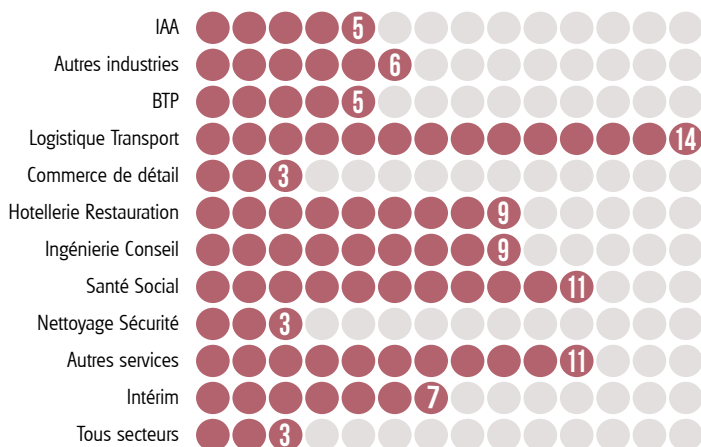


évolution en %

- de -2 à 0%
- de -3 à -2%
- de -4 à -3%
- de -10 à -4%



Parmi les zones d'emploi bretonnes, la ZE de Lorient se situe globalement au 3^{ème} rang pour l'évolution de l'emploi. C'est aussi le cas pour le commerce de détail et le nettoyage sécurité. Elle est également située parmi les zones les moins touchées (au moins 6^{ème} rang) pour 3 autres secteurs : IAA, autres industries et BTP,



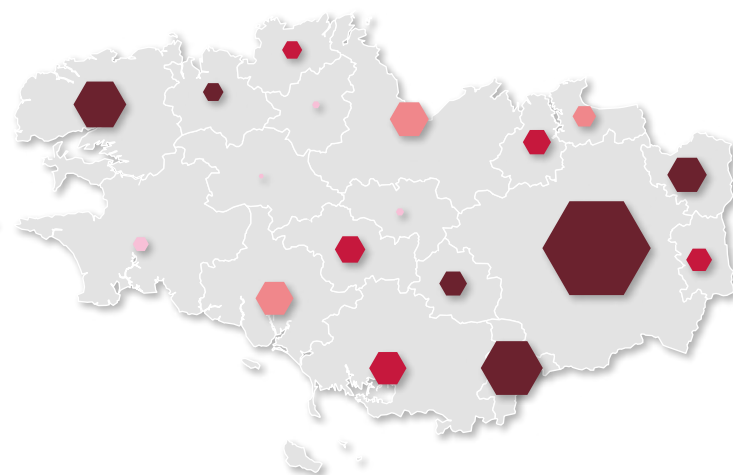
Rang de la Zone d'Emploi de Lorient parmi les 18 zones d'emploi bretonnes.
Selon l'évolution de l'emploi dans les secteurs d'activités de juin 2019 à juin 2020

Source : Urssaf, AudéLor

L'intérim : des baisses supérieures à 25% dans 6 zones d'emploi

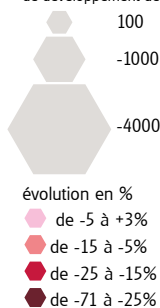
Pour 6 zones d'emploi, la diminution de l'intérim dépasse 25% (21 % en moyenne) : Brest, Ploërmel, Morlaix, Rennes, Fougères et Redon. Pour ces 2 dernières zones, la baisse est particulièrement forte : -47% pour Fougères et -70% pour Redon. Pour la zone de Lorient, la baisse est de 14,2%.

En volume, les plus touchées par les pertes d'emplois en intérim sont les ZE de Rennes, Redon, Brest et Lorient (-549 emplois). À l'opposé, les zones de Quimper, Carhaix-Plouguer, Guingamp et Loudéac sont relativement épargnées par la baisse des effectifs intérimaires (contraintes réglementaires et urbanistiques trop fortes, rétention foncière...).



Évolution de l'intérim de juin 2019 à juin 2020

Source : Urssaf - Fédération des agences d'urbanisme et de développement de Bretagne

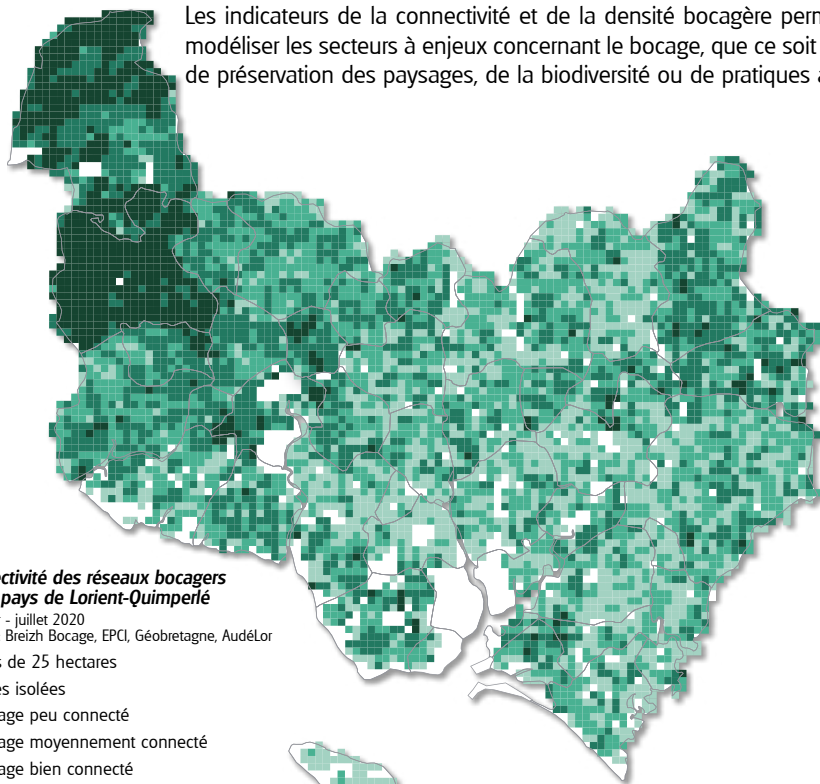


NB : Les évolutions de l'emploi salarié dans les territoires bretons ont été actualisées. Elles sont présentées page 15 du Barographe. Il s'agit des évolutions du 3^{ème} trimestre 2019 au 3^{ème} trimestre 2020. Pour la zone d'emploi de Lorient, l'évolution annuelle est de +0,3% en novembre contre -1,1% en juin.

Le bocage dans le pays de Lorient-Quimperlé

Le bocage est un paysage agricole construit par l'homme, formé par un système complexe de haies reliant les boisements, associées à des talus, vergers, chemins creux, parcelles cultivées ou pâturées, prairies humides, mares et landes. Il possède une forte valeur patrimoniale en tant qu'élément culturel participant à notre cadre de vie. Il remplit également de nombreux rôles : lutte contre l'érosion des sols, limitation du ruissellement, habitat et support de déplacements pour de nombreuses espèces, stockage carbone, production de bois, etc

Les indicateurs de la connectivité et de la densité bocagère permettent de modéliser les secteurs à enjeux concernant le bocage, que ce soit en termes de préservation des paysages, de la biodiversité ou de pratiques agricoles.



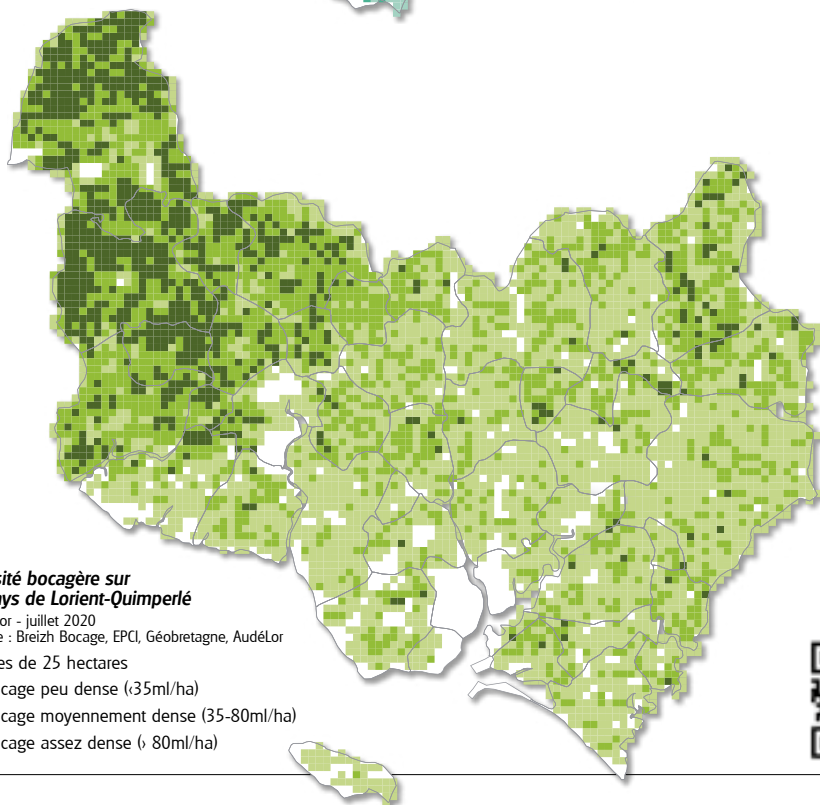
Connectivité des réseaux bocagers sur le pays de Lorient-Quimperlé

AudéLor - juillet 2020

Source : Breizh Bocage, EPCI, Géobretagne, AudéLor

mailles de 25 hectares

- haies isolées
- bocage peu connecté
- bocage moyennement connecté
- bocage bien connecté



Densité bocagère sur le pays de Lorient-Quimperlé

AudéLor - juillet 2020

Source : Breizh Bocage, EPCI, Géobretagne, AudéLor

mailles de 25 hectares

- bocage peu dense (<35ml/ha)
- bocage moyennement dense (35-80ml/ha)
- bocage assez dense (> 80ml/ha)

